

FASCICULE CONJONCTUREL  
RÉGION  
BASSE-NORMANDIE

## SOMMAIRE

---

PRÉSENTATION .....	3
SOURCES .....	3
1. INDICATEURS SYNTHÉTIQUES D'ACTIVITÉ .....	4
1.1. LA DEMANDE ET LES PRIX .....	4
1.2. LA PRODUCTION ET LES LIVRAISONS.....	5
2. INDICATEUR FINANCIER .....	6
2.1. LES DÉPÔTS ET CRÉDITS .....	6
2.2. RÉPARTITION DES DÉPÔTS ET CRÉDITS PAR CATÉGORIE.....	7
3. INDICATEURS DE VULNÉRABILITÉ .....	9
3.1. LA VULNÉRABILITÉ DES ENTREPRISES .....	9
3.2. LE SURENDETTEMENT DES MÉNAGES.....	12
4. INDICATEURS DE POTENTIEL .....	13
5. INDICATEURS DE PRÉVISION .....	14

## Présentation

Les autorités monétaires ont besoin d'informations pour fonder leurs jugements et leurs décisions. A ce titre, la Banque de France analyse les principaux aspects de l'économie nationale. Conformément à l'une de ses missions principales de banque centrale, elle se préoccupe plus spécialement des domaines monétaire et financier.

La Banque de France élabore aussi, comme la plupart des instituts d'émission des pays industrialisés, ses propres instruments d'analyse de l'économie réelle. Elle a, notamment, mis en place un système d'enquêtes spécifique.

Grâce à son réseau de succursales installées sur l'ensemble du territoire national, la Banque de France entretient des relations anciennes et étroites avec les entreprises comme avec les établissements bancaires. Elle peut donc avec le maximum d'efficacité et de rapidité appréhender les évolutions de la conjoncture sur les plans économique et financier.

## Sources

Les informations présentées dans ce fascicule conjoncturel ACSEL, sous la forme d'indicateurs, s'appuient sur :

- les résultats de l'enquête de tendance sur l'industrie réalisée tous les mois auprès des entreprises,
- les déclarations des encours des dépôts et crédits bancaires effectuées mensuellement par les établissements de crédit,
- les déclarations des incidents de paiement sur effets recensés quotidiennement,
- les statistiques du surendettement des ménages dont la Banque de France assure le secrétariat et le fonctionnement des commissions.

### Les symboles utilisés dans les enquêtes de tendance

Progression	↗
Stabilité	↔
Régression	↘

# 1. Indicateurs synthétiques d'activité

Les réponses des chefs d'entreprises aux enquêtes mensuelles permettent de dégager la tendance générale de l'activité. Des indicateurs sensibles tels que l'évolution récente de la demande, des prix, de la production et des livraisons concourent à la détection précoce des changements de tendance.

## 1.1. La demande et les prix

### Analyse des tendances dans l'industrie

	Avril 2006 comparé à		Mai 2006 comparé à		Juin 2006 comparé à	
	Mars 2006	Avril 2005	Avril 2006	Mai 2005	Mai 2006	Juin 2005
Demande	↘	↔	↗	↗	↔	↗
Prix des matières premières	↗	↗	↗	↗	↗	↗
Prix des produits finis	↔	↗	↗	↗	↔	↗

Source : Banque de France - Direction de la conjoncture

Date de mise à jour : Juin 2006

Globalement, la demande industrielle a évolué favorablement au cours du second trimestre 2006, avec toutefois un ralentissement des entrées de commandes en début de période. A un an d'écart, les flux d'ordres ont été plus dynamiques en particulier dans le secteur des biens d'équipements et dans l'industrie agroalimentaire.

La tendance haussière constatée le trimestre précédent sur les cours des matières premières se confirme. Les augmentations les plus marquées sont observées pour l'aluminium, le cuivre, les dérivés du pétrole et les métaux.

Face au renchérissement du cours des matières premières, certains industriels ont réajusté leur prix de vente lorsque les conditions concurrentielles le permettaient.

## 1.2. La production et les livraisons

### Analyse des tendances dans l'industrie

	Avril 2006 comparé à		Mai 2006 comparé à		Juin 2006 comparé à	
	Mars 2006	Avril 2005	Avril 2006	Mai 2005	Mai 2006	Juin 2005
Production	↗	↗	↗	↗	↗	↗
Livraisons	↔	↗	↗	↗	↗	↗

Source : Banque de France - Direction de la conjoncture

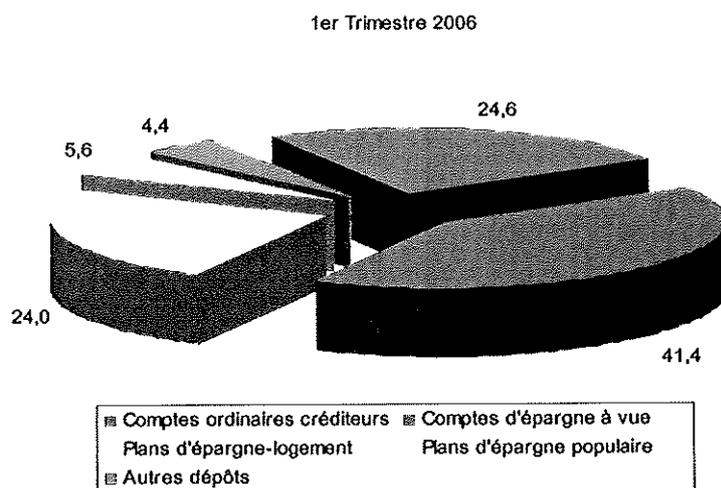
Date de mise à jour : Juin 2006

L'activité industrielle s'est globalement inscrite en hausse sur l'ensemble de la période. Les secteurs des biens de consommation (confection de luxe, produits pharmaceutiques), les biens d'équipements (construction navale, équipements électriques), et l'industrie agroalimentaire ont enregistré les meilleures performances. En revanche, la branche véhicules de tourisme reste en retrait sur la période étudiée.

## 2.2. Répartition des dépôts et crédits par catégorie

### Situation détaillée des encours des dépôts

En pourcentage



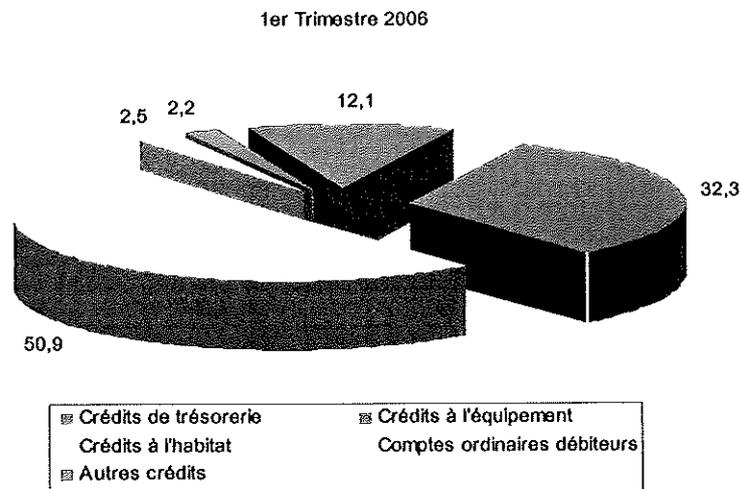
Source : Banque de France - Direction de la conjoncture

Date de mise à jour : Mars 2006

Globalement, les ménages semblent privilégier les dépôts à vue et les livrets, afin de disposer d'une épargne disponible. Les encours détenus sur les plans d'épargne (logement et populaire) s'affichent légèrement en retrait, représentant toutefois presque un tiers du total des dépôts recensés.

## Situation des encours des crédits

En pourcentage



Source : Banque de France - Direction de la conjoncture

Date de mise à jour : Mars 2006

Les encours de crédit dans la région traduisent la prépondérance des prêts immobiliers dans l'activité bancaire globale. De fait, la progression sur un an des crédits nouveaux à l'habitat a été plus soutenue en Basse-Normandie (+13,2 %) qu'au niveau national (+12,4 %).

### 3. Indicateurs de vulnérabilité

#### 3.1. La vulnérabilité des entreprises

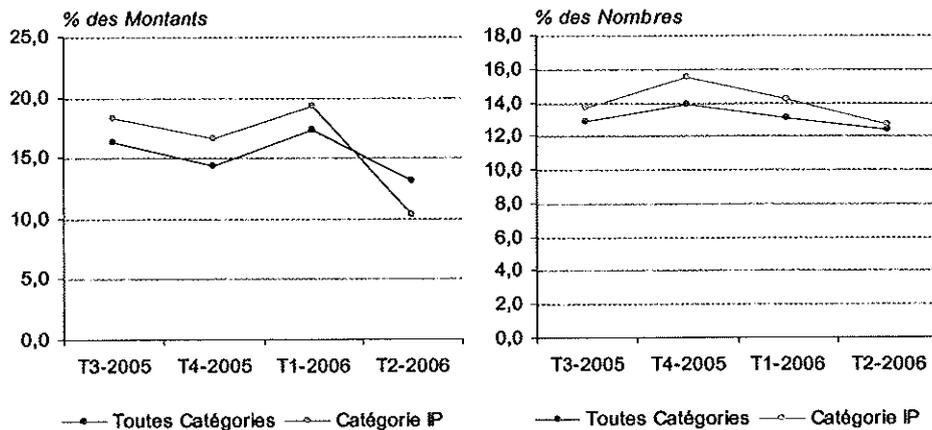
Le fichier bancaire des entreprises (FIBEN) centralise quotidiennement tous les incidents de paiement sur effets déclarés par les établissements bancaires.

Ces incidents sont classés en 2 grandes catégories de motifs de non paiement : les contestations de créances (CC) et les incapacités de payer (IP), cette dernière catégorie traduisant plus particulièrement les difficultés des entreprises à honorer leurs échéances.

L'analyse des incidents de paiement sur effets (en nombre et en montant) par secteur d'activité économique, réalisé sur une période récente, constitue un indicateur pertinent et avancé du risque de défaillance des entreprises.

#### Les incidents de paiement effets dans le secteur de l'Industrie

Mise en perspective (en montant et en nombre d'effets impayés) du poids du secteur dans l'ensemble des secteurs d'activité.



Source : Banque de France - Direction des entreprises

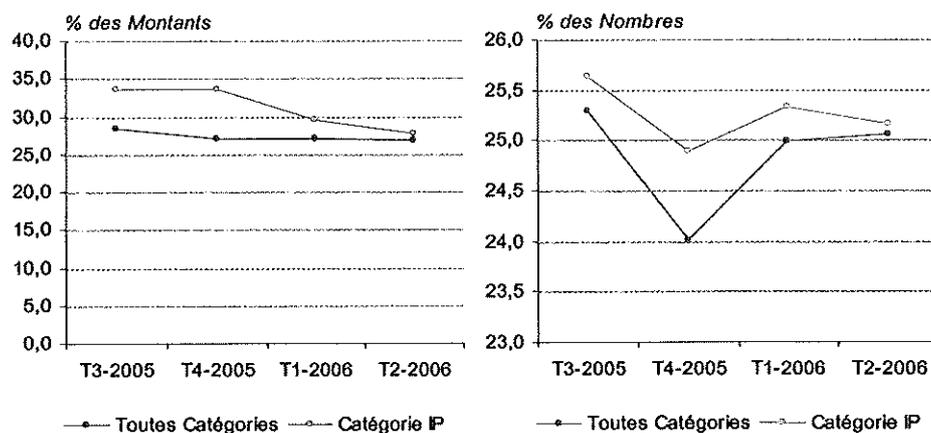
Date de mise à jour : 04/08/2006

Dans le secteur industriel, le montant global des incidents de paiement toutes catégories a baissé de 19 % d'un trimestre à l'autre alors que le nombre des déclarations a progressé de 8 %. Si on analyse uniquement les « incapacités de payer », les montants déclarés diminuent de 36 %.

Ces évolutions sont différentes au niveau national car toutes catégories, les incidents de paiement ont progressé de 10 % en montant et de 7 % en nombre.

### Les incidents de paiement effets dans le secteur de la Construction

Mise en perspective (en montant et en nombre d'effets impayés) du poids du secteur dans l'ensemble des secteurs d'activité.



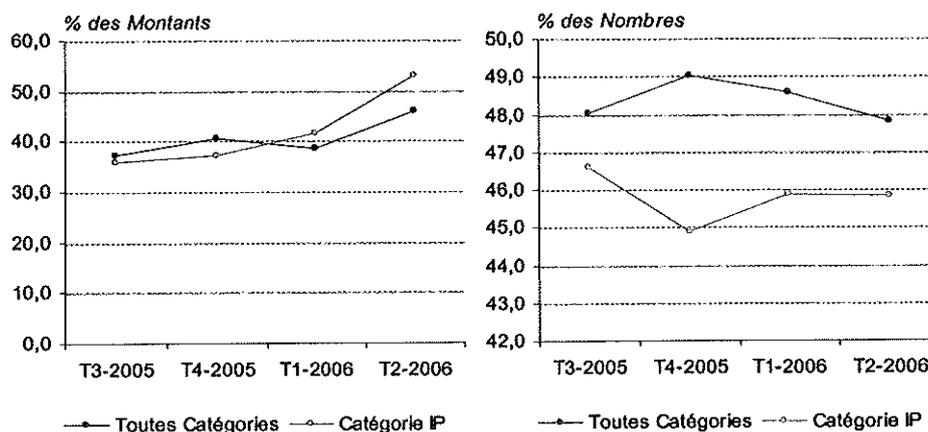
Source : Banque de France - Direction des entreprises

Date de mise à jour : 04/08/2006

Dans la construction, les incidents de paiement ont progressé de 6 % en montant et de 15 % en nombre d'un trimestre sur l'autre.

### Les incidents de paiement effets dans le secteur du Commerce

Mise en perspective (en montant et en nombre d'effets impayés) du poids du secteur dans l'ensemble des secteurs d'activité.



Source : Banque de France - Direction des entreprises

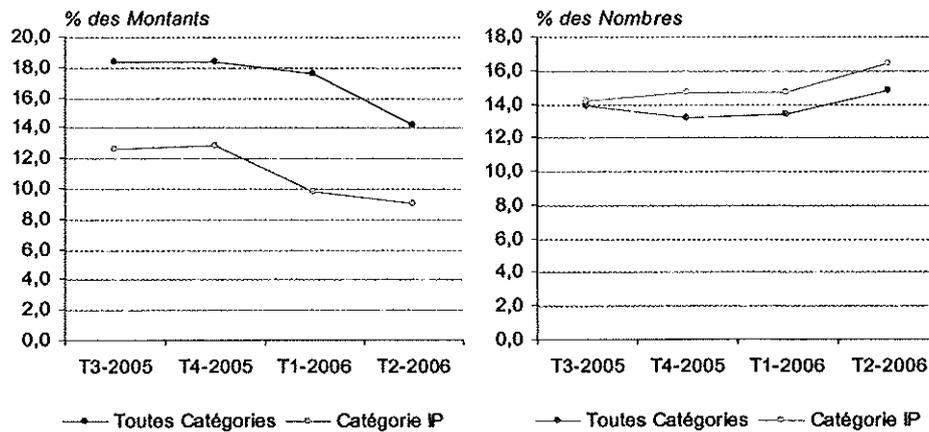
Date de mise à jour : 04/08/2006

Le secteur du commerce est le premier en terme d'importance des incidents de paiement. En Basse-Normandie, il représente ainsi près d'un effet sur deux. Cette donnée est également valable pour le reste du territoire.

Dans ce secteur, les incidents de paiement ont progressé de 28 % en montant et de 13 % en nombre d'un trimestre sur l'autre.

### Les incidents de paiement effets dans le secteur des Services

Mises en perspective (en montant et en nombre d'effets impayés) du poids du secteur dans l'ensemble des secteurs d'activité.



Source : Banque de France - Direction des entreprises

Date de mise à jour : 04/08/2006

La part des incidents de paiement dans les services est restée le plus souvent constante, une baisse assez nette des montants enregistrés étant toutefois constatée en fin de période (13%).

Globalement, tous secteurs confondus, les incidents de paiement se sont accrus de 7 % en montant et de 15 % en nombre, principalement du fait de l'évolution enregistrée dans le secteur du commerce.

### 3.2. Le surendettement des ménages

La Banque de France s'est vue confier par le législateur (Loi Neiertz de 1989 modifiée en 1995 et 1998) le secrétariat et le fonctionnement des commissions de surendettement. Ces commissions, auxquelles participent les succursales de la Banque de France, ont reçu pour mission de tenter de rechercher des solutions amiables aux problèmes rencontrés par les particuliers confrontés à un excès d'endettement. Cette structure constitue un observatoire privilégié des difficultés financières des particuliers.

#### Les dossiers de surendettement Évolution trimestrielle du nombre de dossiers déposés

	<i>pourcentage</i>			
	3ème Trimestre 2005	4ème Trimestre 2005	1er Trimestre 2006	2ème Trimestre 2006
	-22,39	16,00	13,25	-6,40

Source : Banque de France - Direction du réseau

Date de mise à jour : 30/06/2006

## 4. Indicateurs de potentiel

Les enquêtes de tendance donnent également des informations d'ordre qualitatif sur l'état des carnets de commandes et des stocks de produits finis. Le point mensuel sur la situation de ces deux indicateurs de potentiel permet d'affiner les appréciations recueillies sur l'activité.

### Les carnets de commandes et les stocks de produits finis Situation donnée en fin de mois pour les entreprises industrielles

	Avril 2006	Mai 2006	Juin 2006
Carnets de commandes	Très satisfaisante	Très satisfaisante	Très satisfaisante
Stocks de produits finis	importante	importante	importante

Source : Banque de France - Direction de la conjoncture

Date de mise à jour : Juin 2006

Le renouvellement régulier des commandes sur l'ensemble de la période a permis aux carnets de commandes de rester correctement garnis. Ils sont ainsi estimés comme satisfaisants, voire très satisfaisants, par les chefs d'entreprise, plus particulièrement dans les secteurs des biens d'équipement et des biens de consommation. En revanche, les plans de charge peinent à se renouveler chez les équipementiers automobiles.

Les stocks de produits finis ont également eu tendance à s'accroître, en particulier dans quelques branches (industrie de la viande, industrie laitière). Toutefois, la situation doit être nuancée. D'une part, certains stocks ont été constitués afin d'assurer les livraisons à l'approche des congés d'été. Par ailleurs, ils peuvent également correspondre à l'accélération de l'activité.